



# Sondage de 2020 auprès des Canadiens

## RAPPORT NO 3 IDENTITÉ, VALEURS et SITUATION du FRANÇAIS

### PARTIE II – VALEURS, ÉTAT ET RELIGION

#### Sommaire

OCTOBER 2020

**Environics  
Institute**  
For Survey Research

**CANADAWEST  
FOUNDATION**

  
CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE  
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**IRPP**  
Institut de recherche  
en politiques publiques



ST. FRANCIS XAVIER  
UNIVERSITY  
BRIAN MULRONEY  
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

### **LA FONDATION CANADA WEST**

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

### **LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)**

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf.uqam.ca/>

### **L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES**

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

### **THE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT**

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. <https://bmig.ca/>

---

### **ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH**

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.



ST. FRANCIS XAVIER  
UNIVERSITY  
BRIAN MULRONEY  
INSTITUTE OF GOVERNMENT

# Sommaire

Les tensions régionales qui agitent le pays découlent souvent d'intérêts économiques opposés, mais elles peuvent aussi émaner de valeurs divergentes. C'est ainsi qu'on a observé ces dernières années l'expression de valeurs potentiellement conflictuelles sur la place de la religion dans l'espace public. Les Québécois francophones sont censément plus laïcs que leurs compatriotes et plus fermement attachés au principe de séparation de l'Église et de l'État. Cette laïcité expliquerait le soutien public à la loi 21, adoptée par le Québec en 2019, qui interdit à certains fonctionnaires de porter des symboles religieux dans l'exercice de leurs fonctions officielles. La loi a suscité plusieurs débats lors des élections fédérales d'octobre 2019, les chefs de parti étant maintes fois interrogés sur leur éventuel appui à sa contestation judiciaire.

C'est dans ce contexte que le présent rapport examine les différences de valeurs entre régions, en ce qui touche notamment la religion et l'application par l'État du principe de neutralité religieuse dans une société laïque. Il s'intéresse aussi aux récents débats sur l'équilibre à trouver entre règle majoritaire et droits des minorités dans une société démocratique afin d'établir s'ils ont modifié l'avis des Canadiens sur les relations entre gouvernements et tribunaux.

## Valeurs : similitudes et différences à l'échelle du pays

Les réponses aux questions sur le respect de l'autorité et de la religion révèlent moins de différences que d'étonnantes similitudes entre régions. Par exemple, une majorité relative des répondants dans toutes les provinces et territoires (sauf au Nunavut) jugent assez important (et non très important) de renforcer le respect et l'obéissance face à l'autorité, tout en récusant l'idée que notre société se porterait mieux si les gens fréquentaient plus souvent l'église ou les offices religieux. Si les Québécois francophones sont ici moins enclins à juger que la société se porterait mieux si les gens fréquentaient plus souvent l'église ou les offices religieux, une majorité d'entre eux, tout comme une majorité de

Canadiens, se disent en désaccord avec cette affirmation. Cette même affirmation suscite chez les moins de 35 ans des deux groupes relativement peu de divergence d'opinion.

Au Québec comme ailleurs, les Canadiens conviennent également que les convictions religieuses d'un citoyen ne doivent avoir aucune incidence sur son appartenance à la société. À l'extérieur du Québec, les trois quarts estiment que les gens très attachés à leur religion ne sont pas moins Canadiens que quiconque. Une majorité de Québécois partagent cet avis, quelle que soit la formulation de la question (pas moins Canadien ou pas moins Québécois). Le niveau d'accord au Québec est toutefois légèrement moindre qu'ailleurs au pays, et a légèrement reculé de 2019 à 2020.

En matière de valeurs, on suppose généralement que les différences entre milieux urbains et ruraux sont au moins aussi fortes qu'entre régions ou appartenances linguistiques. Mais sur les deux questions du respect et de l'obéissance face à l'autorité comme de l'assistance aux offices religieux, le sondage ne révèle aucune différence significative entre l'avis des Canadiens vivant dans les six principales villes du pays et les autres. Bien qu'on observe de faibles différences de valeurs au sein de la population, il serait donc inexact d'affirmer qu'elles relèvent d'un clivage urbain-rural.

## La religion et l'État : le port de symboles religieux par les fonctionnaires

Si les questions sur les valeurs générales révèlent des avis souvent similaires entre les Québécois francophones et leurs compatriotes, il en va tout autrement de celle qui porte sur l'application du principe de neutralité religieuse par l'État. Le sondage proposait deux modes d'application (qui ne sont pas nécessairement incompatibles). La moitié des Canadiens hors Québec ont privilégié l'approche selon laquelle l'État n'impose aucune entrave à la pratique religieuse, trois sur dix optant pour la seconde approche interdisant aux fonctionnaires d'afficher leur appartenance religieuse au travail. Au Québec, c'est exactement l'inverse : seulement un répondant sur trois privilégie la première approche, la moitié optant pour la seconde. Même chez les Québécois

francophones pour qui les convictions religieuses ne doivent avoir aucune incidence sur l'appartenance à la société québécoise, on préfère que l'État réglemente le port de symboles religieux dans la fonction publique.

Mais de nouveau, les avis se ressemblent davantage chez les jeunes générations. Les jeunes Québécois francophones sont ainsi moins enclins que leurs aînés à vouloir interdire aux fonctionnaires d'afficher leur appartenance religieuse au travail. Sur cette question en particulier, ils se rapprochent de la jeunesse du reste du pays, ce qui n'est pas le cas chez les groupes plus âgés.

## **Parlement, tribunaux et Charte des droits et libertés**

Depuis l'adoption en 1982 de la Charte des droits et libertés, plusieurs études ont montré que les Canadiens acceptent que les tribunaux puissent invalider une décision du pouvoir législatif pour assurer l'application de la Charte, mais qu'ils souscrivent plus difficilement à sa clause dérogatoire (section 33). Le sondage confirme qu'ils ont peu changé d'avis.

Lorsque le Parlement adopte une loi que la Cour suprême déclare ensuite inconstitutionnelle au motif qu'elle contrevient à la Charte, une majorité de Canadiens estiment que la décision finale doit revenir au plus haut tribunal du pays. En réponse à une deuxième question sur le sujet, une majorité relative estime également que les gouvernements du pays *ne devraient pas* disposer du pouvoir d'invalider

la décision d'un tribunal en votant une loi déclarée inconstitutionnelle pour cause d'infraction à la Charte.

La proportion de Québécois francophones pour qui les gouvernements *ne devraient pas* disposer de ce pouvoir a toutefois diminué depuis le début des années 2000, creusant l'écart entre leur avis sur la question et celui de leurs compatriotes. S'il reste vrai qu'à l'instar des autres Canadiens, les Québécois se rangent majoritairement du côté des tribunaux quand il s'agit de protéger les droits inscrits dans la Charte, même aux dépens du pouvoir législatif, cet infléchissement de l'opinion québécoise pourrait s'accroître si une mesure comme la loi 21 faisait l'objet d'une décision de la Cour suprême.

## **Perceptions sur les différences de valeurs entre régions**

Enfin, la moitié des Canadiens estiment que l'ensemble de leurs compatriotes partagent essentiellement les mêmes valeurs, mais 40 % se disent d'avis contraire. L'adhésion à cette affirmation a reculé de sept points depuis 2019, surtout dans les provinces où elle était auparavant plus forte que la moyenne. Ce changement pourrait illustrer la réaction des partisans des différentes formations politiques aux élections fédérales d'octobre 2019 : ceux du Parti libéral sont aussi nombreux en 2020 à juger que les Canadiens partagent globalement les mêmes valeurs, mais ceux des partis d'opposition sont sensiblement moins nombreux à le croire.

# À propos de ce rapport

Ce rapport est le troisième d'une série consacrée aux résultats du Sondage de 2020 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain, enquête d'opinion donnant aux citoyens du pays l'occasion de s'exprimer sur l'avenir de la fédération.

- Le **premier rapport** est centré sur l'évolution de leurs attitudes à l'égard du fédéralisme, du régionalisme et du nationalisme, en ce qui a trait notamment aux enjeux suscités par les politiques énergétiques et climatiques du pays.
- Le **deuxième rapport** examine comment les ressources et les pouvoirs sont partagés au sein de la fédération, de même que les attentes des citoyens à l'égard des différents ordres de gouvernement s'agissant de régler les grands enjeux qui touchent le pays.

- Le **troisième rapport** porte sur les enjeux relatifs à l'identité, aux valeurs et à la situation du français.

Le troisième rapport compte trois parties. La Partie I est consacrée à l'évolution de l'identité canadienne et la Partie III traite des perceptions sur la situation du français au Canada.

Le présent document, qui en forme la Partie II, examine les différences de valeurs à l'échelle du pays, en ce qui touche notamment la religion et l'application par l'État du principe de neutralité religieuse dans une société laïque. Il s'intéresse aussi aux récents débats sur l'équilibre à trouver entre règle majoritaire et droits des minorités dans une société démocratique afin d'établir s'ils ont modifié l'avis des Canadiens sur les relations entre gouvernements et tribunaux.

## Sondage de 2020 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain

Le Sondage de 2020 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain a été réalisé par l'Environics Institute for Survey Research, en collaboration avec quatre organismes de premier plan : la Canada West Foundation, le Centre d'analyse politique sur la constitution et le fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques et l'Institut sur la gouvernance Brian Mulroney de l'Université Saint-Francis-Xavier. Il a été administré en ligne (dans les provinces) et par téléphone (dans les territoires) entre le 13 janvier et le 20 février 2020, auprès d'un échantillon de 5 152 Canadiens de 18 ans et plus.

Tous les rapports du sondage et les tableaux détaillant les réponses à chacune de ses questions sont accessibles sur le site de l'Environics Institute à <https://www.environicsinstitute.org/projects>.

**Environics  
Institute**

**The Environics Institute  
for Survery Research**

900-33 Bloor Street East  
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457  
[www.environicsinstitute.org](http://www.environicsinstitute.org)